

Bientôt privée de ses militaires, Commercy se désole

Le 8^e régiment d'artillerie, installé depuis 1963 dans cette ville de la Meuse, va être supprimé dans le cadre de la réforme de la carte militaire

COMMERCY (Meuse)
ENVOYÉ SPÉCIAL

A Commercy, il y a les madeleines et le 8^e régiment d'artillerie. Sur les premières, on peut discuter des goûts et des recettes. Mais personne ne transige sur la présence des militaires. « *Non à la désertion du 8^e RA* », proclament des calicots dès l'entrée de cette ville de 7 000 habitants, située aux marches de la Lorraine.

Le régiment, qui doit disparaître dans le cadre de la réforme de la carte militaire, représente 896 emplois directs, 394 familles, 479 enfants. La masse salariale versée par l'armée est de 1,6 million d'euros par mois, sans compter les 300 à 400 emplois induits. « *Si le 8^e RA s'en va, mon chiffre d'affaires*

va baisser dans une fourchette de 10 % à 20 %, prévoit le directeur de l'Intermarché, Christian Legateois. *Ce qui signifie que je vais peut-être être amené à licencier 10 personnes. Dès à présent, je n'embauche plus que des CDD.* » La caserne est le premier employeur, devant l'hôpital (300 emplois), le métallurgiste Trefileurope (175), Air liquide (145) et les Madeleines Saint-Michel (100). C'est toute l'économie d'une cité peu industrialisée qui risque d'être déstabilisée.

André Lecointre, retraité de la SNCF et représentant local de la CGT, a encore en mémoire la réforme de la sidérurgie dans les années 1980. « *A l'époque, 800 emplois ont été supprimés. On est venu nous voir trois fois pour nous promettre des compensations. Rien n'est jamais venu. Aujourd'hui, le taux de chômage avoisine les 11 %. Trefileurope, qui appartient au groupe Arcelor-Mittal, bat de l'aile, et les Madeleines Saint-Michel réduisent leurs effectifs. Cette réforme n'a pas de sens.* »

Les Commerciens trouvent la nation bien ingrate. Le départe-

ment de la Meuse s'est voué à la cause militaire depuis la défaite de 1870 et l'annexion de la Moselle par l'Allemagne. Transformé en zone tampon, il a accueilli des casernes. Commercy se situe à mi-chemin entre Verdun et Domrémy, deux hauts lieux de la mémoire nationale. La présence du 8^e RA remonte à 1963. Mais l'armée est présente dans la ville depuis le XVIII^e siècle, depuis que Stanislas Leszczyński a transmis la Lorraine à son royal beau-fils, Louis XV.

« *Les militaires apprécient Commercy pour la qualité de la vie, témoigne Blandine Deumie, épouse de militaire. Beaucoup demandent à renouveler leur contrat. Certains achètent une maison à la campagne, dans les villages environnants. Ils apprennent à aimer la nature, la pêche.* » Dès 17 h 30, les soldats sortent en ville et font leurs courses en treillis. Ils font partie du paysage.

Malheureusement pour Commercy, la menace n'est plus à l'est. La Meuse a perdu son intérêt stratégique. Les élus font bloc pour demander des compensations.

Pour le maire socialiste, Bernard Muller, « l'Etat se comporte comme un patron voyou ». Il dénonce « des choix politiques ». « Il faudrait que l'on m'explique pourquoi Toul conserve son régiment. Peut-être parce que c'est la circonscription de Nadine Morano, proche du chef de l'Etat ? Dans cette réforme, les élus de droite pourront mesurer leur

influence aux résultats. » Le député (UMP) Bertrand Pancher est à peine plus modéré. « La réflexion du ministère de la défense est complètement déconnectée de l'aménagement du territoire. Or la carte militaire, c'est beaucoup plus lourd en termes d'enjeux que la carte judiciaire ou la carte hospitalière. Les militaires réforment comme ils font la guerre. Ils tirent et ils détruisent tout de suite ! »

« On fait sauter la banque ! »

Le parlementaire souhaite l'installation de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), soit environ 250 personnes. Un choix qui serait cohérent, selon lui, avec l'ouverture d'un laboratoire et d'un centre de stockage des déchets à Bure, dans la Meuse. Le foncier libéré par le départ des militaires pourrait aussi être utilisé pour implanter des entreprises. Les élus espèrent la

création de zones franches, axées sur les nouvelles technologies ou les métiers de la pâtisserie.

Bertrand Pancher n'hésite pas à brandir la menace. Il a constitué un groupe d'une quinzaine de parlementaires UMP. « Si l'on ne nous donne pas satisfaction, on fait sauter la banque à la prochaine loi de finances ! » Le maire approuve cette fermeté. Il s'inquiète pour l'avenir. « Si ça continue, il ne va plus rester dans ce département que du stockage de déchets nucléaires, avec une réserve d'Indiens autour... » ■

XAVIER TERNISIEN



HERVE MORIN, ministre de la défense, est l'invité de l'émission « Audit Public » sur LCP (canal 13 de la TNT), en collaboration avec *Le Monde* et *Acteurs Publics*, jeudi 19 juin à 18 heures et dimanche à 21 heures.

250 millions d'euros pour la restructuration des sites

Une enveloppe de 250 millions d'euros devrait être consacrée à la restructuration des sites militaires, annonce Hubert Falco, secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire, dans un entretien publié mercredi 18 juin dans *Le Parisien*. Le ministre a identifié vingt à trente sites prioritaires. Les régions les plus touchées sont la Lorraine, la Champagne-Ardenne, le Nord-Pas-de-Calais et la Picardie. Le dis-

positif d'accompagnement pourrait prendre la forme de « contrats de sites » coordonnés par la délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (Diact, ex-Datar). La réforme de la défense, annoncée mardi par Nicolas Sarkozy, doit aboutir à la suppression de 54 000 postes sur 320 000. La carte définitive sera connue le 3 juillet.

RELIGION VISITE DE BENOÎT XVI EN SEPTEMBRE

Le pape alternera des rencontres politiques et religieuses en France

INVITÉ par les évêques de France et le président de la République, Nicolas Sarkozy, le pape Benoît XVI effectuera son premier voyage pontifical en France du 12 au 15 septembre. Prévus dans le cadre du « 150^e anniversaire des apparitions de la Vierge à Lourdes », cette visite officielle le mènera à Paris et à Lourdes, a confirmé Mgr André Vingt-Trois, président de la Conférence des évêques de France, mercredi 18 juin.

L'étape parisienne comportera une dimension politique : la rencontre prévue avec le chef de l'Etat permettra aux deux hommes d'exposer de nouveau leur conception de la place des religions dans une société laïque. Un entretien privé avec la famille de M. Sarkozy est aussi au programme.

Lors de son discours devant les représentants du monde de la culture en tant que membre de l'Académie des sciences morales et politiques, Benoît XVI pourra développer un thème qui lui est cher : l'articulation entre la foi et la raison. Son allocution tenue au collège des Bernardins inaugurera ce lieu, destiné à devenir le nouveau centre spirituel et culturel du diocèse de Paris. Au cours de ces vingt-quatre heures à Paris, le pape rencontrera à la nonciature des représentants de la communauté juive et saluera des responsables musulmans.

À Lourdes, Benoît XVI délivrera un message plus pastoral et donne-

ra l'onction aux malades. Il y rencontrera les évêques de France pour leur livrer leur « feuille de route ». En venant en France, pays qu'il connaît bien et dont il maîtrise la langue, le pape visite en effet l'un des Etats européens le plus marqué par la sécularisation et l'affaiblissement de la pratique.

5 000 volontaires

Les responsables religieux français souhaitent donner un caractère populaire à cette visite, notamment lors des messes à Notre-Dame et aux Invalides à Paris, puis à Lourdes, et promettent un accès libre sur les lieux de passage du pape. À Paris, des écrans géants seront installés sur les quais de la Seine pour suivre ses célébrations et ses déplacements. 5 000 volontaires sont appelés à veiller au bon déroulement des événements.

Les mesures de sécurité rappelleront néanmoins que le pape reste, pour les pouvoirs publics, la personnalité qui demande le niveau de protection le plus élevé. L'atterrissage en toute sécurité des hélicoptères papaux sur le terrain de rugby de Lourdes a déjà provoqué une polémique sur la nécessité de détruire les poteaux du stade, réputés les plus hauts de France. Et le poids de la papamobile blindée a nécessité le renforcement du pont qui enjambe le Gave, la rivière qui traverse le sanctuaire. ■

STÉPHANIE LE BARS



L'économie de la ville, peu industrialisée, risque d'être déstabilisée. STEPHANE HARTER/VU POUR « LE MONDE »